

GM: un scénario "à la Chrysler"...

25-05-2009

... de plus en plus probable. General Motors (GM) devrait annoncer d'ici la fin de la semaine son dépôt de bilan pour mener une restructuration "chirurgicale" avec un fort soutien du gouvernement.

Un scénario "à la Chrysler" apparaît de plus en plus probable pour le constructeur automobile américain General Motors (GM) qui devrait annoncer d'ici la fin de la semaine son dépôt de bilan pour mener une restructuration "chirurgicale" avec un fort soutien du gouvernement.

GM a jusqu'au 1er juin pour présenter un plan de restructuration viable. Mais nombre d'analystes estiment qu'il devrait d'ici là suivre l'exemple de son concurrent Chrysler, qui s'est placé sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites fin avril. "Je pense que GM va apprendre beaucoup de la faillite de Chrysler", a déclaré sous couvert de l'anonymat un avocat spécialisé dans les faillites. Selon le Washington Post, l'Etat fédéral s'est résolu à une telle solution, alors même que GM a beaucoup progressé dans sa restructuration, notamment en arrachant cette semaine des accords à ses syndicats américains et canadiens lui permettant de ramener ses coûts salariaux à ceux de la concurrence. Le schéma retenu dans les deux cas serait celui d'une vente rapide des actifs sains du constructeur à des investisseurs. Le reste des actifs et des engagements du groupe devrait languir pendant des années sous administration judiciaire pendant que les parties prenantes se disputent ses dépouilles. Pendant le dépôt de bilan, l'Etat fédéral continuerait à alimenter massivement les caisses de GM, après lui avoir déjà fourni 19,4 milliards de dollars depuis l'hiver. Au départ, l'aide gouvernementale était seulement destinée à durer jusqu'à fin mai. "Je m'attendrais à ce que GM engage sa procédure de faillites devant le même tribunal (de New York) que Chrysler. Celui-ci a engagé les choses au pas de course, ce qui est capital pour GM autant que cela l'a été pour Chrysler", a ajouté cet avocat spécialisé, qui connaît bien le dossier. Une procédure de restructuration de GM sous la protection de la justice serait bien plus compliquée que celle de Chrysler puisqu'elle mettrait en jeu les intérêts de milliers d'investisseurs. Dans les deux cas, les banquiers doivent consentir des sacrifices plus importants que les autres parties, notamment le syndicat de l'automobile UAW. Kent Engelke de Capitol Securities Management relève que le gouvernement demande aux porteurs de dette obligataire garantie de renoncer à 27 milliards de dollars en échange de 10% de la compagnie. "Le Trésor et l'UAW vont renoncer à 20 milliards et recevront 89% de la nouvelle compagnie". Ce plan, a dénoncé M. Engelke, "sacrifie les porteurs de dette garantie au profit des syndicats. C'est injuste, sans précédent juridique et en contradiction avec les règles juridiques et financières de base". Le juge des faillites Arthur Gonzales doit décider mercredi s'il approuve le plan poussé par l'Etat pour Chrysler, qui prévoit la vente des principaux actifs du groupe à un consortium mené par le constructeur italien Fiat. Son feu vert pourrait permettre à un "nouveau" Chrysler de sortir du processus de restructuration judiciaire dans les trente jours, mais ce scénario optimiste peut prendre du retard en cas d'éventuelles contestations. Jonathan Lipson, professeur de droit de la Temple University, explique le rôle prééminent de l'administration Obama par un souci de contrebalancer l'influence des fonds d'investissements qui ont accumulé massivement de la dette des deux constructeurs. Jeremy Anwyl, qui dirige le cabinet Edmunds.com, se dit, lui, "mal à l'aise" face à l'implication du gouvernement mais ne voit pas d'alternatives. (source : <http://www.lesechos.fr/info/auto/300351027.htm>)